

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 36.494/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles de la Région wallonne, le 2 février 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon "modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2001 portant exécution du décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité", a donné le 25 février 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. L'intitulé exact de l'arrêté du 10 mai 2001 que le projet tend à modifier est :

"Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret relatif aux bourses de préactivité."

L'intitulé, le préambule et l'article 1^{er} du projet doivent être corrigés en conséquence.

2. Le préambule doit mentionner l'accomplissement des formalités préalables (avis de l'inspecteur des finances, accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique) de même que la référence au présent avis.

3. L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. À l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- a) l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : ... (la suite comme au projet);
- b) dans l'alinéa 3, les mots ... (la suite comme au projet)."

4. L'article 3 sera ainsi rédigé :

.../...

"Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004."

5. Il paraît également souhaitable d'adapter l'article 13 de l'arrêté du 10 mai 2001 que le projet tend à modifier afin d'en confier l'exécution au Ministre ayant l'économie dans ses attributions.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS